

L'UE à 27 : le deuxième excédent commercial agroalimentaire du monde

Lucien Bourgeois et Thibaut Champagnol¹

L'UE dégage un excédent commercial dans l'agroalimentaire grâce aux produits transformés à forte valeur ajoutée.

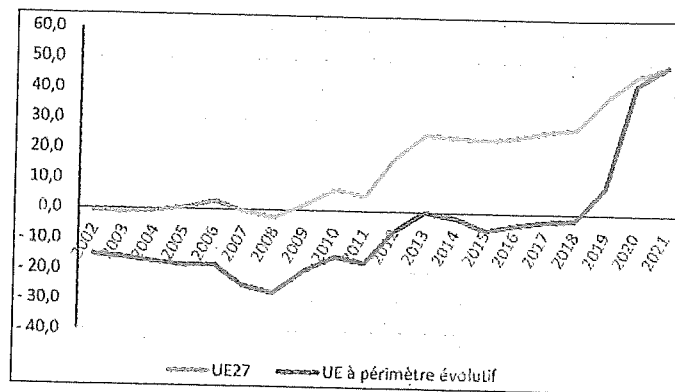
L'Union européenne (UE) à 27 est devenue désormais une des zones qui dégage les plus grands excédents de produits agroalimentaires en valeur dans le monde. Rares étaient ceux qui en avaient conscience tant que le Royaume-Uni était dans l'UE. Ce pays était en effet un de ceux qui, avec le Japon, avait un déficit d'environ 30 milliards d'euros (Mds) de leur balance commerciale en produits agroalimentaires. Quand, en février 2020, ce pays est sorti de l'UE, le solde agroalimentaire de l'UE à 27 a fait un saut très important. À la fin de l'année 2020, le solde UE était de 46 Mds d'euros. Il a atteint 49 Mds d'euros en 2021. Cela place l'UE à 27 juste après le Brésil (+62 Mds d'euros en 2020) et loin devant les USA qui affichent en 2020 un déficit de 17 Mds d'euros. Quant à la Chine, elle voit son déficit grossir d'année en année pour atteindre 79 Mds d'euros en 2020.²

¹ Lucien Bourgeois est économiste et Thibaut Champagnol est chargé du commerce extérieur agroalimentaire au Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

² Les chiffres proviennent des statistiques d'Eurostat. Ils sont désormais beaucoup plus accessibles grâce à une nouvelle publication annuelle du SSP du ministère de l'Agriculture qui a donné dès mars 2022 l'ensemble des résultats de l'UE et de nos partenaires dans un format facile à lire. Cette publication vient s'ajouter aux informations rapides sur le commerce extérieur publiées tous les mois et à la synthèse annuelle publiée en mars de chaque année. Comme pour les résultats français, nous avons inclus les échanges de la pêche et les produits de la pêche souvent oubliés et nous avons fait de même pour les comparaisons avec les autres pays du monde.

<https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/TbdCex2203/detail>

Solde agroalimentaire de l'UE



Cette montée en puissance de l'UE ne date pas du Brexit. Elle a commencé au début des années 2000 et elle est de plus en plus nette à partir de 2012. Si l'on regarde les chiffres de l'UE à périmètre évolutif, c'est-à-dire l'UE à 15 puis 25, 27 et 28 jusqu'en 2020 et l'UE à 27 (sans le Royaume-Uni), on voit que le déficit de l'UE oscille entre 15 et 20 Mds d'euros entre 2000 et 2011 avec un pic à 27 Mds d'euros en 2008. À partir de 2012, ce déficit varie entre un et cinq Mds d'euros jusqu'en 2018. En 2019, il se transforme en un excédent de neuf Mds d'euros. Quand on examine les résultats des soldes dans la série reconstituée des seuls pays restés dans l'UE à 27, le solde de l'UE à 27 reste la plupart du temps négatif pendant la décennie 2000 et le vrai changement se produit à partir de 2010 avec des excédents entre cinq et six Mds d'euros. Puis un cap est franchi en 2012 avec un excédent de 18 Mds d'euros. Cet excédent passe entre 25 et 30 Mds jusqu'en 2018 puis 38 en 2019 et atteint 46 en 2020 et 49 en 2021.

PROGRESSION DES EXCÉDENTS GRÂCE AUX PAYS-BAS, À L'ESPAGNE ET À LA POLOGNE

Les Pays-Bas dégagent un excédent de 35 Mds d'euros en 2021. Ce chiffre est tout à fait surprenant car ce pays dispose d'un territoire agricole très restreint avec 1,8 million d'hectares. C'est quinze fois moins que la France. Le solde positif de la balance commerciale hollandaise est désormais supérieur à la valeur de sa seule production agricole qui est de 30 Mds d'euros. L'explication n'est pas évidente. Ce pays dispose certes d'industries alimentaires très puissantes qui transforment les matières premières agricoles. Il possède surtout le plus

**LES PAYS-BAS, LEADER
EUROPÉEN POUR LE
COMMERCE EXTÉRIEUR**

grand port européen, Rotterdam, par lequel transite la plupart de ses importations et de ses exportations mais aussi celles des autres pays de l'UE et en particulier de l'Allemagne. Ce pays a su aussi attirer des sièges sociaux de grandes entreprises de l'agroalimentaire. Dans un marché unique, les statistiques sont plus faciles à faire pour les échanges *extra UE* que pour les échanges *intra*. Une chose est sûre, il est le *leader* européen pour le commerce extérieur depuis longtemps. Il y a dix ans, le solde de ce pays était déjà proche des 24 Mds d'euros. Celui-ci a encore été amélioré de près de 11 Mds d'euros en dix ans.

Le pays qui dégage désormais le plus fort excédent après les Pays-Bas est l'Espagne. Son excédent était de 18 Mds d'euros en 2021. Il n'était que de trois Mds d'euros en 2010. L'amélioration a été constante sur toute la période. On remarque aussi une amélioration assez fulgurante de la performance polonaise. Le solde 2021 était de 13 Mds d'euros. Il n'était que de 2 Mds d'euros en 2010. Le gain en dix ans a donc été de plus de 10 Mds d'euros.

L'ITALIE A RECONQUIS SON MARCHÉ EXTÉRIEUR ET EXPORTE DAVANTAGE

La France ne vient désormais qu'en quatrième position avec un peu plus de sept Mds d'euros en 2021. C'est quasiment le même chiffre qu'en 2010 mais avec des évolutions erratiques : résultats supérieurs à 10 Mds d'euros en 2011, 2012 et 2013 et chiffres inférieurs à 6 Mds d'euros en 2016 et 2017. Vient ensuite le Danemark avec plus de 5 Mds d'euros d'excédent. Comme la France, ce pays n'a pas amélioré ses performances en dix ans. Il est désormais talonné de très près par l'Irlande qui a doublé son solde sur la même période. La Belgique a aussi un excédent supérieur à 5 Mds d'euros en 2021. Par ailleurs, il convient de signaler le cas de l'Italie qui a su reconquérir son marché intérieur et exporter davantage. Ce pays a désormais un excédent de 3 Mds d'euros. Or, il avait en 2010 un déficit de neuf Mds d'euros. C'est une remontée spectaculaire de plus de 12 Mds d'euros grâce à un effort louable de montée en gamme dans de nombreux secteurs. La Hongrie, elle aussi, a un excédent de plus de 3 Mds d'euros qui s'est amélioré d'un milliard en un peu plus de dix ans.

Pourquoi des chiffres différents ?

Comment expliquer que l'excédent des échanges agroalimentaires de la France soit d'un peu plus de huit Mds d'euros dans les statistiques françaises contre un peu plus de sept Mds d'euros dans les chiffres Eurostat alors que la nomenclature utilisée est pourtant la même (la CPF est la déclinaison française de la CPA) ? Au-delà des questions de seuils sous lesquels certaines opérations ne sont pas enregistrées mais estimées, on comprend bien qu'il est difficile d'agréger des données issues de concepts et de définitions différents :

- application de la méthode du commerce général pour certains pays (qui comptabilisent toutes les entrées et sorties d'un territoire) par rapport à celle du commerce spécial dans d'autres (seules les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie sont enregistrées),
- définition des pays partenaires pour les importations qui peuvent différer selon les pays déclarants (pays d'origine par rapport au pays de provenance), etc. À cela s'ajoute la manière dont le quasi-transit (« effet Rotterdam » c'est-à-dire la prise en compte des importations européennes qui rentrent par les ports en périphérie de l'UE, notamment Rotterdam, avant d'aller dans les autres pays de l'UE) est traité.

L'ALLEMAGNE : UN DÉFICIT DE 18 Mds D'EUROS EN 2021

Le public français a un grave complexe par rapport à notre voisin allemand. Tout le monde admire sa puissance industrielle en particulier l'industrie automobile. Mais on a longtemps espéré que les Français pourraient reprendre leur revanche sur l'agroalimentaire. Quelle n'a pas été notre surprise de constater que les Allemands étaient devenus le deuxième exportateur de produits agroalimentaires en Europe avant la France ! En 2010, leurs exportations agroalimentaires dépassaient celles de la France de 5 Mds d'euros. En 2021, la différence a même doublé pour atteindre 10 Mds d'euros. De nombreux commentateurs avaient oublié de regarder du côté des importations. En 2021, les importations allemandes dépassent celles de la France de 35 Mds d'euros. La différence au niveau du solde est de 25 Mds d'euros et se traduit par un déficit allemand de 18 Mds d'euros en 2021 alors que ce déficit n'était que de 11 Mds d'euros en 2010. Le deuxième déficit par ordre d'importance est celui de la Suède avec 6 Mds d'euros en 2021. Ce déficit s'est dégradé de plus d'un milliard en dix ans. Les deux autres déficits à signaler sont ceux du Portugal et de la Finlande qui sont proches des 4 Mds d'euros. Tous les autres pays ont des excédents ou des déficits inférieurs à 2 Mds d'euros et plus souvent en deçà d'un milliard.

L'UE À 27 A DÉVELOPPÉ DES PRODUCTIONS À FORTE VALEUR AJOUTÉE

Quels sont les produits qui permettent aux pays européens d'obtenir de tels résultats ? Ce ne sont certainement pas les matières premières mais les produits transformés. D'une façon générale, l'UE à 27 a une balance très déficitaire sur les produits agricoles non transformés. Le solde 2021 affichait un déficit de 23 Mds d'euros. Outre 5 Mds sur les céréales et oléagineux non transformés, il faut noter un déficit de 9 Mds sur les fruits et un autre de 6 Mds sur les poissons.

Mais l'UE a su développer des productions à plus forte valeur ajoutée et cela lui permet de dégager un excédent de 72 Mds d'euros sur les produits transformés. Le solde positif principal est celui des boissons avec 29 Mds d'euros. L'UE est *leader* mondial dans ce secteur et la moitié de cette performance provient des vins avec un solde positif qui dépasse 15 Mds d'euros en 2021. L'excédent des eaux de vie est de 5 Mds d'euros. L'UE exporte aussi de la bière (+3 Mds d'euros) et même des boissons rafraîchissantes et des eaux minérales avec un solde positif de plus de 4 Mds d'euros en 2021.

Le deuxième solde positif est celui des viandes et préparations de viandes avec un excédent de près de 18 Mds d'euros. En 2010, ce solde n'était que de 6 Mds d'euros. Il a donc triplé en un peu plus de dix ans.

Les productions animales sont aussi l'occasion d'un fort excédent sur les produits laitiers avec un solde de 14 Mds en 2021 qui a presque doublé en dix ans. Si l'on ajoute le solde positif des animaux vifs et des œufs, on voit ainsi que l'UE à 27 a un excédent d'environ 35 Mds dans les productions animales. Mais, les Européens sont désormais de plus en plus attirés par la consommation de poissons et produits de la pêche. La production intérieure est très insuffisante et on assiste à un déficit croissant en poissons (- 6 Mds) et, surtout en préparations à base de produits de la pêche (-13 Mds). En 2021, ce déficit de 18 Mds d'euros était de même ampleur que celui des excédents de viandes et préparations.

Pour ce qui concerne les grandes cultures végétales, l'UE est largement autosuffisante pour les céréales mais depuis les accords de *Blair house* en décembre 1992, les USA ont obtenu que l'UE ne puisse pas développer sa production de plantes oléagineuses. En 2021, l'UE a exporté environ 50 millions de tonnes (Mt) de céréales mais elle en a importé 20 Mt. Elle a importé aussi 15 Mt de soja et 20 Mt de tourteaux à des prix supérieurs à ceux des céréales. La balance se traduit donc par

L'UE EST LEADER MONDIAL
DANS LE SECTEUR DES
BOISSONS

un déficit de 17 Mds d'euros pour les céréales, les oléagineux et les huiles. Il faut ajouter un déficit de 9 Mds sur les fruits, un excédent de 3 Mds sur les légumes mais un déficit de 2 Mds sur les préparations à base de fruits et légumes, soit un déficit global de 8 Mds sur ce secteur. C'est un déficit deux fois plus important qu'il y a dix ans.

UNE BELLE PERFORMANCE POUR UN ESPACE AGRICOLE PEU ÉTENDU

Ces bons résultats du commerce extérieur de l'UE créent une certaine surprise car depuis la fin du XIX^e siècle, de nombreux pays européens avaient choisi d'importer les produits agricoles depuis d'autres régions du monde dans la mesure où la superficie disponible par habitant était restreinte. Actuellement, par exemple, la surface agricole de l'UE à 27 est deux fois inférieure à celle des USA pour une population supérieure de 120 millions d'habitants. La surface disponible par habitant européen est donc trois fois inférieure à celle des Américains. Cet excédent de 49 Mds d'euros est une belle performance pour un espace agricole peu étendu. Mais cela laisse néanmoins deux interrogations notables pour la Pac et pour l'OMC.

La première interrogation concerne la politique agricole commune. La Pac a été conçue pour assurer l'autosuffisance dans les domaines essentiels. La guerre en Ukraine et le réchauffement de la planète exigeraient une autonomie alimentaire plus satisfaisante pour nos approvisionnements en matières premières. Exemple caractéristique, l'UE est excédentaire en céréales mais elle importe du soja pour nourrir ses animaux. Qu'attend-elle pour développer sa production de protéines végétales et mieux valoriser ses pâturages dans la production des ruminants ? L'UE importe aussi des fruits et des poissons. Si l'on veut à l'avenir manger des produits qui font moins de kilomètres, il faudra que l'UE produise davantage de protéines et d'huiles végétales, plus de fruits et consomme moins de poissons.

Deuxième interrogation sur la pertinence des règles de l'OMC concernant la non-gestion des marchés. Comment expliquer la hausse des prix des céréales ? La production européenne est de 291 Mt. La consommation intérieure n'est que de 262 Mt. Cela permet donc de ne pas avoir à importer et même d'exporter. La production mondiale n'a jamais été aussi importante dans l'histoire et elle dépasse celle de l'année 2020 de 70 Mt, soit beaucoup plus que les exportations de la Russie ou de l'Ukraine. On est donc dans une situation très différente de celle du gaz.

IL FAUDRA QUE L'UE
PRODUISE DAVANTAGE
DE PROTÉINES ET
D'HUILES VÉGÉTALES

Malgré cela, le prix flambe à cause de la spéculation et d'un dysfonctionnement des courants d'exportation des pays de la mer Noire. Il aurait fallu que les pays acheteurs disposent de stocks suffisants pour se prémunir contre de tels aléas. Malheureusement, ce n'est pas possible à cause des règles de l'OMC qui interdisent aux États de faire des stocks publics. Heureusement pour la paix du monde que les deux pays les plus peuplés de la planète n'en ont cure. L'Inde et surtout la Chine ont des stocks qui les mettent à l'abri des facéties du marché mondial. Il est urgent de changer les règles pour éviter une telle absurdité économique d'une flambée des prix alors que la production est très abondante. On pourrait au moins encourager les stocks publics dans les pays pauvres qui sont dépendants des importations. La prochaine conférence ministérielle de l'OMC à la mi-juin à Genève en sera-t-elle capable ? ■

Repères

L'inflation ne touche pas tous les Français de manière égale

Ce sont surtout les prix de l'alimentation et de l'énergie qui subissent une forte hausse depuis deux mois à la suite de la guerre en Ukraine. Mais, paradoxalement, cette inflation touche plus les classes moyennes que les plus pauvres. Tout simplement parce que ces dernières n'ont pas de voiture ou s'en servent peu. De même les retraités, les chômeurs et les étudiants sont moins mobiles que les salariés. On utilise davantage la voiture dans les grandes villes qu'à la campagne... C'est ce qu'explique l'Office français des conjonctures économiques (OFCE). Selon lui, les ménages les plus modestes et les plus riches sont moins concernés par l'inflation. Cela pour des raisons contraires : sobriété énergétique forcée pour les premiers, importance des revenus pour les seconds.